

HABEMUS GENDER

Le 15 et 16 mai 2014, l'ULB organisa un colloque international Habemus Gender, avec le concours de 40 chercheurs. Le titre de la rencontre était déjà révélateur des intentions des organisateurs et des intervenants : il s'agissait de déconstruire les ripostes religieuses visant à disqualifier les recherches en relation avec le genre. Si cette notion (la fameuse et fumeuse « théorie de genre ») ne suscita pas, chez nous, la même véhémence qu'en France, ne faut-il pas profiter de ce calme relatif, pour s'interroger sur les fondements de cette véhémence qui mobilisa une part importante de l'opinion publique française ? Pour quelles raisons, ce concept, somme toute académique descendit-il dans la rue et réussit à fédérer des minorités apparemment disparates ?

Un constat s'impose : en creusant un peu les doctrines, que ce soient l'encyclique *Humanae Vitae* de Paul VI ou les réflexions de Jean-Paul II sur la théologie des corps, il apparaît clairement que l'approche constructiviste des rapports de sexe inspire à l'Église, une terreur obsessionnelle. À ses yeux, c'est l'humanité tout entière que l'utilisation du mot « genre » met en danger. Ni plus ni moins. C'est pourquoi, selon une stratégie déjà bien rodée, l'Église, ne veut pas ignorer les mots (si honnis soient-ils) de féminisme et de genre, mais va s'employer à donner à ces concepts des contenus qui lui conviennent. Ainsi avec une habileté indéniable, le pape François tout en maintenant le discours traditionnel, mais humanisant l'air du temps, met l'accent sur l'écologie humaine, articulant tous les aspects de la vie, en chaînons indissociables, tous aussi sacrés les uns que les autres. Stratégie théorique mais aussi pragmatique. En effet, depuis 2012, lors des manifestations contre « le mariage pour tous », les évêques européens se sont retirés des premiers rangs, laissant le soin aux réseaux laïcs d'occuper les premières loges. En promouvant la société civile, comme fer de lance de cette nouvelle évangélisation, l'impact des manifestations fut spectaculaire et inattendu.

Dans un monde où les repères religieux, du moins classiques, vacillent, et où les mouvements anti-avortement semblent en perte de vitesse, cette manœuvre ecclésiale offre comme un moyen de se redonner des forces vives apparemment nouvelles. Bien joué.

Au cours du colloque, une série d'interventions s'efforcèrent de décliner les différents aspects de l'idéologie habillée de neuf. Au plan historique, par exemple. On ignore souvent que dans les années 1970, dans la foulée de mai 68, un mouvement féministe catholique, Femmes et Hommes dans l'Église, non essentialiste, apparut. Dans un climat social assez ouvert où les positions du Vatican étaient de moins en moins bien supportées par une large frange de l'opinion

publique (la question de l'avortement, par exemple), ce groupe, en accord avec les autres mouvements féministes désignait le système à combattre par tous et par toutes : le patriarcat. Tout en revendiquant son identité de catholique, ce groupe, non sans un certain courage n'hésita pas d'ailleurs à s'en prendre à l'Église, en tant qu'institution relais du patriarcat.

Toutefois les débats se cantonnèrent le plus souvent dans la sphère culturelle et abordèrent beaucoup moins les questions d'ordre économique et social. S'opposant à l'essentialisme de la doctrine romaine ainsi qu'à l'idée d'un caractère éternel de la nature humaine, FHE chercha désespérément dans les Évangiles, un fondement idéologique que les pères de l'Église auraient perverti ultérieurement. Mais une controverse irréductible opposa le groupe aux autres mouvements féministes non-confessionnels : la question de la mixité. Au nom de l'unité de l'humanité, les hommes et les femmes doivent travailler ensemble pour atteindre un idéal commun.

Dans les années 1980, les positions antiféministes du Vatican s'accroissant, le divorce entre FHE et l'Église belge fut définitif. Se rapprochant d'autres associations entretenant une relation avec l'institution catholique, l'isolement du groupe cessa. Il se fondit alors dans une nouvelle nébuleuse chrétienne, les réseaux du Parvis qui réclamèrent des débats à l'intérieur de l'Église.

Même si ces groupes restèrent marginaux, ils ont quand même contribué à faire progresser l'idée de l'égalité entre les sexes, dans la conscience du monde catholique.

Dans les années 1980 et 1990, une contre mobilisation catholique s'organise, avec pour bannière les valeurs traditionnelles. Ce front va englober, sous couvert de multiculturalisme, les conservateurs des autres confessions (chrétiennes, juives et musulmanes), soucieux d'endiguer la progression de nouveaux droits, tout particulièrement

ceux de genre. La stratégie de ces acteurs religieux consiste à se draper dans les habits de la psychanalyse, de l'anthropologie et même de la philosophie, en détournant, par exemple, la pensée d'Habermas, à leur profit. Leur ennemie privilégiée vient des États-Unis : il s'agit de Judith Butler dont les écrits novateurs ont de plus en plus d'écho dans les milieux académiques. Se situant résolument dans la perspective de la construction du genre, un des vecteurs de sa réflexion ne démontre-t-il pas que la violence des autorités religieuses est fondée sur des confusions sémantiques dont les enjeux sont masqués par une rhétorique de l'amour exclusif pour les mêmes que soi ? Cette idéologie identitaire qui se prend pour une loi naturelle alimente la croyance en une organisation sociale invariante de la sexualité. Ces avancées théoriques provoquent des ripostes virulentes dont une dénonce la « manipulation du langage », une ingénierie verbale capable d'engendrer la plus totalitaire des dominations. Il s'agirait, selon, les tenants de l'ordre naturel, d'une « volonté » explicite, de créer un nouveau langage « pour installer, dans l'esprit des gens, une nouvelle norme ». On n'est pas très loin de la théorie du complot ! L'ingéniosité des théologiens étant sans limites, un lexique, manifestement inspiré par le conseil pontifical présente en deux colonnes, deux énonciations respectivement interprètes de la « réalité » (de l'Église) et du genre (concept, lui détaché de la réalité « vraie »). Ainsi, selon les auteurs, parenté (réalité) et parentalité (« gender »), seraient abusivement confondus par l'idéologie féministe. Grâce à cette confusion, hétérosexualité et homosexualité sont placés sur le même plan, etc.

Les positions de l'Église, au moment de la grande effervescence de la manifestation contre le mariage pour tous, furent largement diffusées dans l'espace numérique. L'un des propagandistes, catholique de droite (tous les catholiques ne sont pas

nécessairement de tendance droitière), qui fut un blogueur fort écouté, prétendit que le droit français existant, devait suffire pour satisfaire les partisans du mariage pour tous. Ainsi en France, la loi de 2002 appelée loi de délégation qui assure le partage de l'autorité parentale.

Et du côté des autres monothéismes, que se passe-t-il ? La croisade morale de l'Église allant bon train, le judaïsme lui emboîta le pas, en dépit du discrédit qui frappa le grand rabbin Gilles Bernheim, accusé de plagiat. Il n'empêche. Même si les courants non orthodoxes du judaïsme, et l'influence de féministes juives dans les années 1970, ont réussi à se faire entendre (les offices sont mixtes et les femmes peuvent être rabbins), tout ce monde fut étrangement discret médiatiquement, en tout cas sur la question du mariage pour tous.

Enfin, si la loi fut votée, ce fut aussi, au prix de concessions (ainsi le projet pour l'école publique des « ABCD de l'égalité » fut abandonné).

Du côté musulman, les organisations étant dépourvues d'instance centralisée furent longtemps en retrait, en ce qui concerne « la théorie du genre ». En 2014, comme sortie d'un chapeau, une professeure de géo et d'histoire, proche de l'extrême-gauche dans les années 1980 reprend à son compte de musulmane les mantras cathos et propose un boycott dans les écoles publiques : un jour. La raison donnée est la suivante : « il faut sauver les enfants de l'abominable théorie du genre ». Sa proposition d'une convergence islamo-chrétienne ne semble pas avoir convaincu grand monde. Même Tariq Ramadan, différentialiste avoué, resta à l'écart de ces gesticulations.

Et dans les autres pays d'Europe ?

En Espagne

Les avancées les plus rafraîchissantes nous sont venues d'Espagne. Après quatre décennies de dictature franquiste, les Espagnols ont pris des distances vis-à-vis de la doctrine de l'Église.

Dès son investiture, en 2004, le socialiste Zapatero fit adopter la loi sur le mariage entre personnes du même sexe, malgré le tollé de l'Église. En 2005, ce fut le tour d'un cours obligatoire d'Éducation à la citoyenneté et aux Droits humains qui recommandait explicitement de lutter contre les préjugés homophobes. L'Église, avec le soutien de la commission de la CEE, lança une campagne féroce. La hiérarchie catholique s'opposant « au relativisme

moral et à l'idéologie du genre », incita les parents à ne pas envoyer leurs enfants à ce cours, pourtant obligatoire. Ce qu'ils ne firent pas puisque seuls 114 élèves sur 800.000 obéirent.

Dans cette foulée, d'autres lois furent adoptées sur la procréation assistée, par exemple.

L'Église se déchaîna quand fut votée la loi permettant l'avortement en 2010. Quand survint un gouvernement de droite, le terme « genre » disparut des documents officiels. L'Opus Dei exerçant son influence, une réforme de l'enseignement s'appuya sur les principes de la « Nouvelle évangélisation » et écarta du contenu du cours d'Éducation à la citoyenneté, toutes les questions controversées. La loi sur l'avortement fut édulcorée puisque la malformation du fœtus cessa d'être un motif suffisant pour justifier l'avortement. En dépit de ce retour an arrière, la plupart des lois votées par le gouvernement Zapatero furent maintenues. Le cas de l'Espagne contraste singulièrement avec celui d'autres pays où des réformes furent parfois paralysées par l'appareil de la droite catholique (la France, par exemple).

Au Mexique

Et si on va plus loin, géographiquement... on s'aperçoit que l'opposition à « la théorie du genre » permet d'instrumentaliser des assassinats. Ainsi au Mexique, entre 1993 et 2013, 1441 femmes ont été victimes d'un homicide dans la ville de Ciudad Juarez et ses environs. Les mouvements féministes forgèrent le terme de féminicide et montrèrent combien s'imposaient de grandes réformes. Sous l'influence de l'Opus Dei, une fois encore, l'Église déploya trois grandes stratégies d'occultation de la dimension genrée. Puisqu'à l'évidence, ce sont des hommes qui sont, pour la plupart les assassins, on décréta qu'ils étaient animés d'un désir sadique. Autre stratégie : c'étaient des délinquants. En fin n'étaient-ils pas victimes de pulsions incontrôlables ? L'Église alla même jusqu'à incriminer... le démon. La drogue aussi. Bref tous les prétextes furent invoqués pour contrer la définition du féminicide. Plus encore, le genre fut tenu pour responsable de la dislocation de la famille, de favoriser l'union libre et l'homosexualité. Et l'Église ne poussa-t-elle pas le cynisme jusqu'à classer l'avortement dans la même catégorie que les assassinats de Juarez ? Avec l'appui de l'État.

En Italie

Dans le Sud de l'Europe, en Italie, la situation n'est là, non plus, guère brillante. Les

mouvements anti-genre se concrétisent principalement dans les centres d'accueil pour femmes enceintes. Les bénévoles qui animent ces maisons, sont imprégnées par l'idéologie essentialiste de la maternité. Depuis 2013, une déferlante anti-genre s'est abattue sur certaines régions d'Italie, celle de la province de Brescia, par exemple. Brochures, conférences tous azimuts, tout est bon pour alimenter la campagne de disqualification. Quant à l'avortement, il se range, bien entendu dans la nomenclature des crimes commis par ce genre décidément honnis !

Là aussi, l'Église prend soin de se tenir en retrait, laissant le soin aux experts de la société civile de monter en première ligne. Mobilisation efficace dans la capacité de nuisance : ainsi une brochure « Éduquer dans la diversité » ne parvint jamais dans les écoles. Le blocage de la loi en faveur d'une loi mariage pour tous fait de l'Italie, un des rares pays européens à n'avoir pas une législation en ce domaine.

On ne peut que regretter que le mouvement féministe italien, ne soit guère armé pour une riposte efficace, le mouvement étant lui-même dominé par le courant différentialiste.

À la fin du colloque, l'insistance se fait de plus en plus précise sur un fait : si les arguments de l'Église sont éculés, usés jusqu'à la corde, il n'empêche qu'ils sont sans cesse recyclés et avec brio, il faut bien le dire, par une nouvelle interprétation sémantique de termes empruntés au féminisme. « Un nouveau féminisme » qui donne un bain de jouvence à des notions telles que la défense de l'égalité dans la différence, la complémentarité, l'inamovible ordre naturel. C'est sans doute le fameux lexique sur la famille, la vie et les questions éthiques, publié en 2003, sous l'égide du conseil pontifical, qui en donne le meilleur exemple. L'avortement, ainsi le résultat de l'individualisme forcené d'une société libérale, et une arme aux mains de l'égoïsme des hommes faisant fi, non seulement de l'enfant mais aussi de la mère.

En Belgique, l'Église riposte *mezzo voce* après le vote de la dépénalisation partielle de l'avortement. C'est qu'il ne faut pas qu'elle se coupe d'une partie non négligeable de Chrétiens regroupés autour de la forte personnalité du Chanoine De Loch. Et puis, l'extrême droite belge ne s'est-elle pas ralliée aux thèses de l'Église ? C'est plutôt gênant. Mais quand Monseigneur Léonard est nommé, le ton monte. Dans un discours, celui-ci n'hésite pas à élargir son propos

qui est de défendre la vie, agressée par une déshumanisante technocratie.

Après 1990, la question semble réglée mais il ne faut pas s'y tromper. Un conflit pourrait ressurgir. Une sénatrice cdH n'a-t-elle pas voulu déposer une proposition de loi, visant à permettre aux parents d'introduire une déclaration de naissance pour tout fœtus né sans vie entre le 106^e et 180^e jour de gestation ? Le Parlement européen n'est-il pas devenu aussi un terrain d'action ? L'agglomération bruxelloise compte un grand nombre de « think thanks », porteurs de messages du Vatican destinés aux parlementaires. En 2013, ces groupes se sont mobilisés dans une campagne internationale « Un de nous-One of us ». S'inscrivant dans une procédure dite « Initiative citoyenne européenne (ICE) », introduite par le Traité de Lisbonne, 2 millions de citoyens ont signés, une proposition de loi qui, sans s'attaquer directement à la loi sur l'avortement, aurait pu modifier négativement le fonctionnement des plannings familiaux,

en demandant l'arrêt du financement de structures qui détruisent des embryons.

Mais l'Église ne s'arrête pas là. Elle a mis en place des associations de terrain qui proposent aux femmes enceintes une alternative à l'avortement. Un centre protestant aussi se charge de la même mission mais, semble davantage respecter la diversité des attitudes des femmes.

En conclusion de ce colloque, un fait s'impose : « la théorie du genre » n'existe pas. Cette notion artificielle prend place dans une boîte à outils visant à disqualifier le concept du genre qui, déconstruit la naturalisation des rapports sociaux et des sexualités. Instrument d'analyse fécond, il permet de relever et de dénoncer les discriminations qui entravent l'application de l'inaliénable principe d'égalité. Dans cette perspective, il démonte les ressorts de l'essentialisme, qui est aux fondements mêmes des religions monothéistes, qui promeuvent une représentation de la femme, symbole de la différence confondue avec la similitude ?

Continuant son œuvre salutaire, le « genre » montre comment le masculin est devenu la norme du paternalisme, bastion de l'hétéro-sexualité et de LA famille. C'est toute la pensée réactionnaire qui s'en trouve ébranlée, soutenue, entretenue par une Église disposant de tous les moyens pour la répandre dans le monde. Dans ce climat de régression anti-intellectuel et anti-féministe, ce sont les acquis qu'on croyait relativement inébranlables avec les reconnaissances onusiennes de 1979, qui sont menacées.

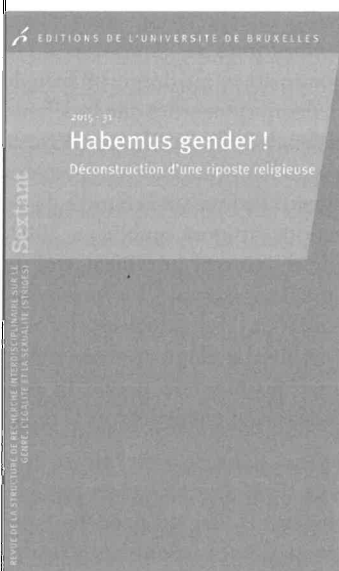
Et face à ces assauts inlassablement menés, les États paraissent bien timorés, et souvent même complices.

Françoise HECQ,
Militante féministe

HABEMUS GENDER !

DÉCONSTRUCTION D'UNE RIPOSTE RELIGIEUSE

Sous la direction de : Sophie van der Dussen, David Paternotte, Valérie Piette



Depuis 2012, les mobilisations françaises contre l'ouverture du mariage et de l'adoption aux unions de même sexe ont défrayé la chronique, tant en France qu'à l'étranger. Celles-ci ont révélé l'existence d'un mouvement sans précédent, dont l'agenda dépasse largement la reconnaissance des droits des homosexuel.le.s. En effet, ces opposants ne refusent pas seulement le droit de se marier ou de devenir parents aux couples de même sexe, mais dénoncent aussi ce qu'ils appellent l'« idéologie » ou la « théorie du genre ». Cette « idéologie/théorie », qui nierait l'altérité sexuelle et refuserait de penser les relations entre hommes et femmes sur le mode de la complémentarité, constituerait une dangereuse menace pour l'humanité. Pour cette raison, les groupes appartenant à cette mouvance ont élargi leur champ d'action et se mobilisent par exemple contre l'enseignement du genre dans les écoles ou à l'université.

Si ces mobilisations ont pris des allures spectaculaires dans l'Hexagone, on les retrouve – avec des fortunes diverses – dans un grand nombre de pays. Elles se manifestent aussi au sein d'institutions internationales telles que le Conseil de l'Europe ou l'ONU. A partir d'une relecture d'auteurs comme Judith Butler, l'« idéologie/théorie du genre » offre un cadre analytique permettant de dénoncer les détournements de langage auxquels se livreraient indistinctement théoricien.ne.s du genre, militant.e.s féministes et activistes LGBT et d'embrasser ces trois ennemis de manière simultanée. L'« idéologie/théorie du genre » constitue ainsi un outil puissant de contre-offensive idéologique et un instrument de lutte contre les avancées en termes de droits. Comme le montre ce numéro, ce discours est particulièrement présent au sein de l'Eglise catholique qui, de certaines communautés locales aux plus hautes instances de la hiérarchie vaticane, dénonce avec véhémence les méfaits supposés du genre et se mobilise pour les contrer.

Ce numéro thématique s'articule en trois parties. Il pose tout d'abord quelques balises historiques et théoriques et situe ces mobilisations dans un cadre sociologique et idéologique plus vaste. Il s'intéresse ensuite au cas français et souligne tant l'exemplarité que la singularité des débats récents dans l'Hexagone. Dans un troisième temps, il compare ces mobilisations à ce qui s'est passé dans d'autres pays et aborde des enjeux similaires en Belgique, en Espagne, en Italie et au Mexique.

Plus d'infos sur : <http://www.editions-universite-bruxelles.be/fiche/view/2761>